



HAL
open science

Les politiques de freinage de la pandémie de Covid-19 : une montée en généralité du désordre pour limiter les irréversibilités

Michel Grossetti

► To cite this version:

Michel Grossetti. Les politiques de freinage de la pandémie de Covid-19 : une montée en généralité du désordre pour limiter les irréversibilités. 2022, 10.1051/epjconf/202226301004 . halshs-03657338

HAL Id: halshs-03657338

<https://shs.hal.science/halshs-03657338v1>

Submitted on 16 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Michel Grossetti

Les politiques de freinage de la pandémie de Covid-19 : une montée en généralité du désordre pour limiter les irréversibilités

Version française de

Michel Grossetti, 2022, Covid-19's pandemic braking policies: a rise in generality of disorder to limit irreversibilities, EPJ Web Conf. 263 01004 (2022), DOI: 10.1051/epjconf/202226301004

Résumé

L'épidémie de Covid-19 a généré une situation dans laquelle, dans de nombreux pays, le système de santé n'a pas pu gérer seul la situation, ce qui a conduit les gouvernements à instaurer des limitations des déplacements et des interactions sociales. Ces mesures ont entraîné une rafale de changements, temporaires ou plus durables, sur les relations sociales, les formes de travail, la surveillance policière, les activités économiques, l'éducation, les circuits alimentaires ... Si l'on mesure la généralité d'un phénomène à la diversité des sphères d'activité concernées, alors le confinement est une montée en généralité rapide et massive que l'on peut considérer comme une forme de désordre. De même qu'une thérapie utilisée pour préserver la santé d'un patient peut avoir des effets secondaires qui sont des désordres dans l'organisme d'un patient, les mesures de freinage de l'épidémie ont des effets sur divers aspects du monde social. Cette analyse est étayée par des résultats d'une enquête conduite en France durant le confinement du printemps 2020 auprès de plus de 16000 personnes, puis réitérée en décembre 2020 et janvier 2021 auprès de 3620 personnes ayant répondu à la première enquête.

Introduction

Dans les sociétés contemporaines, la vie sociale s'organise en grande partie dans des « sphères d'activité », des contextes régulés par des institutions : activité économique, santé, vie familiale, politique, etc. Chaque sphère présente des dispositifs qui ont pour effet de transformer l'imprévisibilité des parcours individuels en régularités statistiques et en relative prévisibilité collective. Le système de santé prend en charge les pathologies diverses qui touchent les personnes et en limite autant que possible les effets. Pour les personnes, la santé est une source d'incertitude forte. Mais, en situation ordinaire, à l'échelle du système, cette incertitude est cadrée par des réponses organisées qui se traduisent par des distributions statistiques assez régulières. A l'échelle individuelle un problème de santé peut « déborder » sur la vie au travail ou la vie familiale, mais à l'échelle collective le système de santé n'est pas censé créer de fortes incertitudes sur les autres sphères sociales.

La pandémie de Covid-19 a généré une situation dans laquelle, dans de nombreux pays, le système de santé n'a pas pu gérer seul la situation, ce qui a incité les gouvernements à prendre des mesures de limitation des déplacements et des activités collectives qui ont perturbé d'autres sphères sociales. La solution du confinement tel que celui-ci a été mis en place au printemps 2020 dans des pays comme l'Italie, l'Espagne, la France ou le Royaume Uni, est un débordement de grande ampleur, qui touche la vie économique, la sphère familiale, le monde éducatif, etc. Si l'on mesure la généralité d'un phénomène à la diversité des sphères d'activité concernées, alors le confinement est une montée en généralité brutale et massive, ce qui se traduit évidemment pour les personnes par une situation d'incertitude d'autant plus élevée. Les autres mesures de freinage de la pandémie

(couvre-feux, passe sanitaire) ont été plus limitées sur ce plan, en permettant de poursuivre la plupart des activités économiques et d'éducation, mais en contraignant tout de même fortement les activités de loisir, les interactions sociales et les relations interpersonnelles.

Si l'on considère les mesures de freinage comme une sorte de thérapie sociétale destinée à limiter les effets d'une pandémie, alors il est utile d'examiner ses effets secondaires de la même façon qu'on le fait pour des médicaments. La thérapie étant politique et concernant des activités sociales, les effets secondaires ne se situent pas sur le plan sanitaire mais sur celui des activités sociales, notamment des parcours de vie et des relations entre les personnes. L'adaptation du système de santé à cette situation est analysée par différents chercheurs [1], mais ne fait pas l'objet de ce texte. Quel que soit le jugement que l'on porte sur l'opportunité et la pertinence de ces mesures, et un consensus large semble se dégager pour les considérer comme justifiées face à la virulence de l'épidémie, il est utile d'en évaluer les effets sociaux.

Dans ce texte, je m'efforce de le faire en partie sur la base d'une enquête conduite en France durant le confinement du printemps 2020 auprès de plus de 16000 personnes, puis réitérée en décembre 2020 et janvier 2021 auprès de 3620 personnes ayant répondu à la première enquête et ayant laissé leur adresse. Cette enquête portait sur la situation résidentielle (type d'habitat, composition du foyer), la situation de travail, les sentiments suscités par la situation et les relations personnelles.

Dans ce qui suit, je développerai d'abord le cadre théorique sur lequel je m'appuie, puis je présenterai quelques-uns des résultats de l'enquête sur la vie sociale durant la crise sanitaire pour montrer certains aspects de la montée en généralité.

1. Eléments de théorie et de vocabulaire¹

Si l'activité sociale apparaît souvent désordonnée, elle ne l'est évidemment pas en totalité. Si c'était le cas, les personnes ne parviendraient pas à vivre ensemble. Il existe des ordres sociaux qui peuvent être plus ou moins contraignants. Ces ordres sociaux ne tombent pas du ciel, pas plus qu'ils ne résultent d'une quelconque loi naturelle, et ils ne sont pas non plus inscrits dans le bagage génétique de l'espèce. Ils sont le fruit de processus historiques qui ont fait émerger ce qui se présente, dans une situation donnée et pour une population déterminée, comme un ensemble de **ressources de coordination**. Ces ressources définissent strictement, ou suggèrent, ou sont seulement des appuis pour déterminer ce qu'il est indispensable, souhaitable, ou envisageable d'accomplir. Les personnes font beaucoup d'efforts pour se coordonner, pour effectuer des activités qu'elles jugent nécessaires. Les malades doivent être soignés, les cours dispensés en temps et en heure, les véhicules réparés, etc.

Sphères d'activité et institutions

En sciences sociales, de nombreuses notions ont pour point commun de traiter d'activités liées entre elles et dessinant par leurs relations des processus aux rythmes relativement réguliers et des cadres plutôt stables. Je reprends ici la vieille expression de Max Weber, « **sphère d'activité** » pour désigner un ensemble d'activités partageant des ressources. Dans les sphères relativement stabilisées, identifiées et instituées, il existe dans les états actuels des administrations, des corps de spécialistes, des ministères, des spécialités de sciences sociales : arts ; sciences ; famille ; santé ; éducation ; travail ; économie ; justice ; défense ; etc. La liste n'en est pas figée, elle est prise dans des évolutions historiques où des sphères émergent, se fondent dans d'autres, disparaissent au gré des processus sociaux et des équilibres politiques, mais cette évolution s'opère sur des durées

¹ Cette section reprend des éléments d'une ontologie pour les sciences sociales (voir [2]).

relativement longues. Les sphères d'activité impliquent des ressources qui en définissent la cohérence, qui les cadrent, certaines de ces ressources étant des corps de professionnels dont le rôle est précisément de réaliser ce cadrage. Ces éléments de cadrage, qui favorisent la continuité des sphères d'activité sont des ensembles de ressources de coordination qui peuvent être désignés comme des **institutions**. Ces institutions sont bien sûr associées à des formes de pouvoir politique.

Prévisibilités, imprévisibilités, désordre²

Les ressources de coordination et les institutions qui les intègrent produisent une certaine **prévisibilité** des situations sociales, pour les personnes concernées et pour les observateurs et limitent l'amplitude des conséquences possibles de ces situations. **Un désordre est défini ici comme un changement significatif de la prévisibilité des situations et de l'amplitude de leurs conséquences possibles.**

Dans beaucoup de situations, les personnes effectuent ce que les autres attendent d'elles, notamment lorsqu'un rôle peut servir d'appui à ces attentes : un médecin soigne, un professeur enseigne, un parent prend soin de son enfant, etc. Cette prévisibilité n'est évidemment pas absolue et ne peut pas être assimilée à un déterminisme. Les personnes ont toujours la possibilité de s'écarter plus ou moins des rôles, ou plus généralement de ce que les autres attendent d'elles, au risque naturellement d'être incomprises, désapprouvées, ou sanctionnées de façon plus formelle.

Mais les activités ne sont pas toujours censées être prévisibles.

Dans de nombreux cas, les personnes ou les collectifs organisent, planifient même, des situations comportant une part élevée d'imprévisibilité. Les élections sont un exemple de ces situations correspondant à un **premier type d'imprévisibilité** : on connaît les candidats quelques semaines au moins avant l'événement, celui-ci est programmé soigneusement dans le temps, cadré de multiples manières pour permettre des choix individuels censés être indépendants les uns des autres au moment de leur expression (isoloirs, bulletins, urnes, etc.). L'imprévisibilité des résultats des élections est une condition essentielle de l'ordre démocratique. A un niveau plus individuel, les examens, concours et autres entretiens d'embauche apparaissent comme des situations de ce type, où les issues possibles et le moment sont programmés mais où l'imprévisibilité de la situation est élevée. Dans ce cas toutefois, ce qui comporte une forte imprévisibilité au niveau individuel est routinier au niveau plus agrégé : on ne peut pas prédire le succès ou l'échec d'un étudiant donné à un examen, mais la proportion des reçus obéit à des régularités statistiques. Dans le cas des concours elle est même fixée au départ.

Dans d'autres situations, qui relèvent d'un **deuxième type d'imprévisibilité**, les issues possibles sont plus ou moins connues, mais pas le moment de survenue de la situation. Là encore on peut distinguer les cas où l'imprévisibilité se situe à un niveau agrégé (des événements climatiques pour lesquels on dispose de réponses standards par exemple) de ceux où elle concerne des niveaux plus individuels (maladie, perte d'emploi, dégâts dans un logement) et correspond à des cadrages collectifs (systèmes d'assurance, règlements, présence de professionnels gérant ces situations, etc.) et des régularités statistiques. Dans un **troisième type d'imprévisibilité**, le moment de survenue est plus ou moins connu, mais pas les issues possibles. Une négociation diplomatique s'engage, mais on ne sait pas ce qui peut en sortir, sauf à s'en tenir à des catégories très générales (guerre ou paix par exemple). Les transitions de cycles de vie suivent un peu la même logique : on sait à peu près où se situe la période de passage à la retraite dans la France contemporaine, mais il est difficile de prévoir ce que vont faire les personnes qui sont concernées (sauf, là encore, à utiliser des catégorisations très générales).

Dans les trois premiers types de situations, l'imprévisibilité est cadrée par des institutions qui limitent les conséquences possibles ou la période de survenue des situations dans lesquelles elle est

² Cette section reprend de façon synthétique des analyses présentées dans [3].

fortement présente. Mais il existe au moins un **quatrième type de situation**, dans lequel ni le moment de survenue ni les issues possibles ne sont prévisibles. Ces situations sont souvent (lorsque les conséquences en sont jugées négatives) qualifiées de « catastrophes » : des événements climatiques non anticipés, le déclenchement inopiné d'un conflit que l'on croyait pouvoir éviter (la Première Guerre mondiale), des changements brutaux de conditions de vie. Souvent, ces situations correspondent à des « débordements » de différents cadrages collectifs. Ce sont les « crises systémiques » décrites par les économistes, dans lesquelles un problème qui a surgi dans un secteur particulier (le financement des logements dans la crise de 2007) « contamine » d'autres secteurs économiques et peut déclencher des crises sociales et politiques. Au niveau des parcours individuels on rencontre assez fréquemment des cas similaires : par exemple lorsqu'une perte d'emploi s'accompagne d'un problème de santé, puis d'une rupture familiale, le parcours basculant alors dans une toute autre logique. Dans ce cas, les cadrages collectifs (assurance chômage, système de santé, dispositifs de conciliation familiale) peuvent se trouver débordés et progressivement pris en défaut.

Cette typologie en retrouve d'autres plus anciennes, en particulier celle de l'économiste Frank Knight, qui distinguait le risque, terme qu'il utilisait pour qualifier les situations dans lesquelles on peut mettre en œuvre des modèles probabilistes, et l'incertitude, lorsque l'utilisation des modèles n'est pas possible[5]. Le risque de Knight correspond aux deux premiers types que j'ai décrits, l'incertitude aux deux autres. Bien sûr, cette typologie n'épuise pas toutes les possibilités, mais elle permet un repérage des cas les plus courants.

Tableau 2.1. Les formes de prévisibilité des situations sociales

Moment Issues	Moment prévisible	Moment imprévisible
Issues prévisibles (formalisation possible : « risque » de Knight)	1. Carrefour <i>Niveau des parcours individuels :</i> orientation scolaire, concours <i>Niveau collectif :</i> élections, compétition sportive	2. Risque anticipé <i>Niveau des parcours individuels :</i> maladie, chômage <i>Niveau collectif :</i> Evénements climatiques ou technologiques anticipés
Issues imprévisibles (formalisation impossible ou très difficile : « incertitude » de Knight)	3. Changement d'état programmé <i>Niveau des parcours individuels :</i> transitions entre cycles de vie <i>Niveau collectif :</i> négociations diplomatiques	4. Crise <i>Niveau des parcours individuels :</i> contagion des imprévisibilités entre sphères d'activité (travail, santé, famille, etc.) <i>Niveau collectif :</i> catastrophes climatiques ou technologiques non anticipées ; crises « systémiques »

Une situation peut évoluer pour passer d'un type d'imprévisibilité à un autre. Par exemple, un échec scolaire peut entraîner des problèmes familiaux, une déscolarisation et une situation de crise plus ou moins grave (passage d'une situation de type carrefour — type 1 — à une situation de crise — type 4). A l'inverse, une situation aux issues imprévisibles (type 3 ou 4) peut se transformer progressivement en un choix réduit à quelques options bien définies (types 1 ou 2). C'est probablement ce qui se produit le plus fréquemment pour les situations d'incertitude au sens de Knight : elles commencent avec des issues peu cadrées mais évoluent ensuite vers des situations de la première ligne par resserrement des horizons et abandon de certaines options.

Irréversibilités

On peut appeler **irréversibilités** les effets non négligeables de l'activité. Ce sont des conséquences qui survivent à leurs causes ou, plus précisément, des configurations de personnes et de ressources dont le maintien dans la durée a des causes différentes de celles qui en expliquent l'émergence. Ces irréversibilités sont toujours relatives : les éléments créés ne sont irréversibles que dans la mesure où ils survivent à leur moment de création et où ils interviennent dans des situations ultérieures. La notion d'irréversibilité implique toutefois que déconstruire ce qui a été construit, ou défaire ce qui a été fait, n'est pas revenir au point de départ. On peut chercher à faire ressembler le futur au passé, mais on ne peut pas facilement en annuler les traces, matérielles ou immatérielles. Ces traces permettent aux historiens de faire leur travail.

L'imprévisibilité des situations n'est pas nécessairement associée à des irréversibilités. Explorons les cas de figure dessinés par un croisement de ces deux caractéristiques des situations sociales. On peut avoir tout d'abord des situations prévisibles et sans grande conséquence « significative », sans création d'irréversibilités, ce qui correspond aux deux premières situations décrites dans la section précédente. C'est le registre des activités **ordinaires**. Ces activités ne sont pas sans conséquences, elles maintiennent l'ordre social, rendent les actions prévisibles, raccourcissent les processus de décision. Elles tendent également à s'opposer aux changements, contribuant fortement à certains blocages. Prises ensemble, les activités ordinaires forment une trame essentielle de la vie sociale. Mais, considérée de façon isolée, chacune génère peu d'irréversibilités.

Parfois, des séquences fortement imprévisibles ne produisent pas de changement significatif. Un changement a été rendu possible, mais l'issue de la situation est en continuité avec la situation antérieure. Un couple a failli se séparer mais il ne l'a finalement pas fait après une période d'hésitation. Un élève a été incité à s'orienter dans une section peu souhaitée et socialement peu probable, mais il a réussi à échapper à cette décision. Une opportunité d'emploi impliquant un changement important (de lieu, de fonctions, de profession) a été envisagée mais finalement laissée de côté. Une guerre ou une crise a été évitée de justesse. Menacés un temps, **les équilibres se sont maintenus**.

A l'inverse, des séquences très prévisibles débouchent parfois sur des irréversibilités fortes, des **changements d'état**. Il en est ainsi de toutes les phases de changement de statut dans les cycles de vie (passage à l'âge adulte, retraite, etc.), qui sont souvent marquées par des rituels qui ont pour effet de marquer l'irréversibilité du changement opéré. On peut aussi ranger dans cette catégorie toutes les situations de changement graduel, qui se produisent par de petits ajustements prévisibles (sans rupture dans la continuité d'une série), dont l'accumulation finit par produire de fortes irréversibilités. Lorsqu'il existe des effets de seuil, les changements graduels de type routinier débouchent sur des changements plus brusques et plus significatifs.

Enfin, quatrième cas de figure, des séquences comportant une part élevée d'imprévisibilité produisent des irréversibilités importantes du point de vue de l'analyste. Certains auteurs réservent le terme d'« action » à ce cas de figure [6], d'autres l'appréhendent à travers la notion d'événement [7 ; 8], d'autres enfin utilisent l'expression de « tournant » (« turning point »). Comme d'autres

chercheurs, j'ai utilisé le terme de « **bifurcation** » lorsque ces effets significatifs sont associés à un certain niveau d'imprévisibilité. Ces deux cas de figures correspondent au troisième type de la section précédente : les conséquences sont jugées importantes.

2. Le cas des politiques utilisées dans la crise de la covid-19

La pandémie de Covid-19 a créé dans le monde une situation inédite, moins par la nature du virus et des pathologies qu'il provoque que par les réactions que la pandémie a suscitées dans les systèmes de santé et dans les milieux politiques. Les historiens ont rappelé l'existence de pandémies moins graves mais à certains égards un peu comparables en 1956-1958 et 1968-1969, ainsi que l'épidémie de SRAS en 2002-2003. La spécificité de la pandémie de 2020 est évidemment son ampleur et sa répartition géographique, tous les continents étant affectés, la caractérisation très rapide du virus et la mise au point de tests, puis de thérapies et de vaccins. Mais surtout, cette crise sanitaire se caractérise par le fait que les pouvoirs publics aient pris des mesures souvent inédites pour éviter l'engorgement du système de santé : restrictions des déplacements, isolement de personnes porteuses du virus, dépistages (variable selon les pays), et surtout, dans plusieurs pays, des formes variables de confinement général de la population ou de couvre-feu.

En situation « ordinaire », le système de santé prend en charge les pathologies et les épidémies (y compris mondiales comme la grippe dite « saisonnière »). Ses « débordements » sur d'autres sphères d'activité se font essentiellement sur le registre des revendications relatives aux politiques publiques. Dans le cas des pandémies de 1956-1958 et 1968-1969 il a fallu du temps pour comprendre la nature du virus et les autorités publiques n'ont pas mis en place des mesures particulières visant à ralentir la propagation du virus et l'accroissement du nombre de personnes hospitalisées.

La pandémie actuelle est manifestement beaucoup plus grave par le nombre de décès (près de cinq millions dans le monde à la date du 26 octobre 2021) et le nombre de personnes hospitalisées. Cette gravité, ainsi que la caractérisation assez précoce du virus et les analyses épidémiologiques disponibles, peut-être aussi les menaces pénales croissantes pesant sur les responsables politiques en charge de la gestion de ce type de crise, ont conduit plusieurs gouvernements à adopter des mesures importantes de ralentissement de l'épidémie pour limiter la surcharge du système de santé.

Les mesures destinées à contrôler la propagation du virus ont pour effet de faire déborder la crise, et l'incertitude qui lui est associée, sur d'autres sphères d'activité. En France, le confinement du printemps 2020 (17 mars – 10 mai) limitait très fortement les déplacements en dehors du domicile pour la majorité des habitants³, modifiant ainsi toutes les activités : vie familiale, consommation, associations, travail, culture, etc. Cette montée en généralité radicale fait qu'il s'agit d'un événement majeur qui interroge l'ensemble des sciences sociales, lesquelles se sont d'ailleurs beaucoup mobilisées pour l'observer et l'analyser. Le premier confinement général a été suivi de mesures plus locales et d'un retour pour beaucoup de domaines à un régime plus ordinaire : reprise de la plupart des activités économiques, des réunions familiales, des écoles et universités, etc. Le nombre de cas et de personnes hospitalisées a recommencé à s'accroître rapidement en septembre et le système de santé s'est trouvé une nouvelle fois en difficulté, au point que les gouvernements ont à nouveau pris des mesures visant à ralentir l'épidémie. En France, les autorités ont choisi dans

³ Les déplacements n'étaient autorisés que pour : 1) aller travailler (si le télétravail est impossible) ; 2) effectuer des achats de première nécessité dans les établissements dont l'activité est autorisée ; 3) se rendre à la pharmacie ou chez le médecin, si la consultation à distance est impossible et ne peuvent être différés ; 4) pratiquer une courte activité physique individuelle ou une promenade dans un rayon maximal d'un kilomètre autour de son domicile et dans la limite d'une heure quotidienne ; 5) se rendre à une convocation judiciaire ou administrative ; 6) participer à une mission d'intérêt général sur demande de l'autorité administrative ; 7) un motif familial impérieux destiné à l'assistance aux personnes vulnérables ou la garde d'enfants.

un premier temps d'établir un couvre-feu dans les grandes villes les plus touchées, puis à partir du 31 octobre un deuxième confinement général, plus souple que le précédent, avant de revenir à un couvre-feu. Les mesures choisies visaient cette fois-ci à éviter de bloquer fortement les sphères économique et éducative pour se concentrer sur les activités de loisir et de sociabilité. Ces mesures organisaient un nouveau débordement, plus limité, mais qui a eu tout de même des effets importants sur de nombreuses activités sociales. Par la suite, d'autres couvre-feux et confinements partiels (avril-mai 2021) ont été décidés, avant l'instauration durant l'été 2021 du passe sanitaire, un document attestant que les personnes sont vaccinées ou ont été testées négatives moins de 72h auparavant.

Cette chronologie succincte fait apparaître des temporalités particulières d'une crise sanitaire avec ses accélérations (les « vagues » de contamination et les mesures qu'elles ont suscitées) et ses ralentissements (les « décrues » et « plateaux » des courbes épidémiques, le « relâchement » ou « desserrement » des contraintes décidées par les gouvernements). Le débordement de la crise sanitaire sur l'ensemble des activités sociales produit des incertitudes en cascade qui bousculent toutes les temporalités sociales.

L'analyse qui suit se centre plus particulièrement sur deux aspects des effets de la crise liée à la pandémie de Covid-19 et aux mesures qui visent à la contenir. Au niveau des **parcours de vie**, la crise globale se combine avec les changements concernant les activités professionnelles, les configurations de logement, avec l'accueil de personnes ou des changements de résidence pour les confinements, le report de projets. Certaines personnes ont connu des changements majeurs dans leur travail (pertes d'emplois, passage en télétravail, etc.), d'autres ont vu leur situation familiale se modifier (mise en couple accélérée par le confinement, ou au contraire séparation), et bien sûr les personnes ont pu être affectées dans leur santé. Des projets ont été suspendus ou abandonnés, d'autres au contraire accélérés. Au niveau des **relations sociales**, la restriction des rencontres en face à face a mis à l'épreuve les liens entre les personnes, bousculé les formes de sociabilité, les modes de communication. Des liens forts anciens ont été remobilisés dans le contexte de la crise, d'autres liens, plus faibles mais très présents en situation ordinaire (relations de travail ou de sociabilité par exemple) ont été mis en retrait, d'autres encore se sont renforcés à travers cette épreuve.

3. Une étude empirique des conséquences sur les parcours de vie et les relations interpersonnelles

L'enquête « La vie en confinement » (VICO), qui a commencé par une première vague de questionnaires en ligne remplis entre le 14 avril et le 10 mai 2020 (les réponses ont été faites par 16 224 personnes âgées de 18 ans et plus, résidant en France métropolitaine) [9] et d'une deuxième vague, conduite en ligne du 17 décembre 2020 au 26 janvier 2021, à laquelle ont répondu 3 620 personnes sur les 5 400 qui avaient laissé leur adresse et donné leur accord pour participer à la suite de l'enquête. Les deux enquêtes comportaient des questions sur la composition du foyer, la situation familiale, les conditions de logement et de travail, avant le premier confinement, lors du premier confinement, puis en fin d'année. Dans le second questionnaire, des questions portaient spécifiquement sur les effets de la crise sanitaire sur les projets résidentiels, familiaux et professionnels, et leurs temporalités. Les données permettent d'analyser la façon dont la crise a amené, selon les enquêtés, à modifier ou renoncer à d'éventuels projets (se mettre en couple, avoir des enfants, se séparer, changer d'emploi, reprendre des études, changer de logement, accéder à la propriété, etc.). En complément de l'analyse des données quantitatives, j'utilise les réponses aux questions ouvertes — proposées dans les deux questionnaires — qui permettaient aux personnes de décrire plus en détail leur situation. Ce texte étant d'abord destiné à une discussion sur la question du désordre induit par les politiques de freinage de l'épidémie, les éléments empiriques

qui suivent ont pour objectif de donner à voir succinctement les perturbations induites par ces politiques, des analyses plus détaillées de ces données étant disponibles par ailleurs [10].

Des situations résidentielles variées

Le premier confinement (mars-mai 2020) a conduit de nombreuses personnes à changer de logement. Dans l'enquête VICO, la proportion de ces personnes est de l'ordre de 8% mais l'échantillon comporte des biais (surreprésentation des femmes, des jeunes et des plus diplômés). En corrigeant ces biais et en tenant compte des résultats d'autres enquêtes⁴ on peut estimer cette proportion à 5 à 6%. Si l'on tient compte des personnes qui en ont accueilli d'autres et de celles qui ont vu partir un membre du foyer (raisons professionnelles, confinement avec des parents vulnérables, regroupement d'un couple dont les membres résident habituellement dans leurs familles, etc.), c'est entre 10% et 15% des français adultes qui ont connu des configurations de confinement différentes de leur foyer habituel.

Les personnes ayant changé de logement pour le premier confinement étaient majoritairement des jeunes : dans l'enquête VICO, 69,8% d'entre elles avaient entre 18 et 30 ans. Il s'agissait le plus souvent d'étudiants résidant seuls dans des logements étroits et retournant dans leurs familles. Si dans la majorité des cas, ce retour à la vie familiale semble s'être bien passé, il a aussi parfois engendré des tensions. Certains commentaires expriment très bien cette situation particulière : « *Devoir revenir habiter chez ses parents avec sa sœur, car n'ayant plus de revenu par faute d'annulation de stage, n'est pas une situation profitable, génère d'énormes tensions entre tous les membres de notre famille.* » (femme, 23 ans, a changé de logement pour rejoindre ses parents et sa sœur (auparavant elle était en colocation avec 2 autres personnes). D'une façon générale, les jeunes ayant changé de logement pour le confinement ont eu encore plus de mal que les autres à maintenir les relations avec leurs amis et ont vu plus souvent leurs liens familiaux se renforcer mais aussi plus souvent se dégrader. Après la fin du premier confinement, les jeunes sont revenus à des résidences indépendantes de celles de leur famille et la plupart de ceux qui avaient changé de logement pour ce confinement n'ont pas reproduit l'expérience. Mais, comme nous le verrons plus loin, les effets du premier confinement et des conditions dans lesquelles il s'est déroulé ont eu des effets durables sur leurs relations personnelles.

L'assignation à domicile du premier confinement a eu des effets sur bien des aspects de la vie domestique, depuis la répartition des tâches au sein des foyers (qui a amené les femmes à prendre en charge une grosse part du surcroît de travail domestique entraîné par la suppression des repas à l'extérieur et des services divers concernant cet aspect de la vie) jusqu'au partage parfois difficile de l'espace pour les personnes en télétravail en passant par les contraintes supplémentaires liées aux enfants. De nombreux travaux abordent toutes ces questions que je ne développe pas ici. Je voudrais toutefois attirer l'attention sur la situation particulière des personnes qui ont été confinées seules. Résider seul s'accompagne pour la plupart des personnes d'activités extérieures plus importantes que pour les personnes du même âge et d'une sociabilité amicale plus intense. Les contraintes du confinement et des autres mesures de limitation des déplacements ont entraîné chez de nombreuses personnes à ressentir péniblement la solitude comme l'exprime l'une des répondantes : « *Juste préciser que le plus pesant, pour moi, est vraiment la solitude. J'ai la chance d'avoir un chat, mais je n'ai pas eu de contact physique avec un humain depuis près d'un mois et demi. La rencontre avec les caissiers ou la femme de ménage, l'échange avec les collègues dans le cadre du télétravail, les visioconférences et les très nombreux et très longs appels téléphoniques ne suffisent pas à remplir mon besoin de contact humain.* » (femme, 37 ans, journaliste, seule, mentionne des pertes de contacts — voisins, collègues).

En général plutôt dédié à la sphère familiale et intime, le lieu de résidence est devenu pour la durée du confinement, et l'est parfois resté ensuite, un lieu de travail, d'études, d'accompagnement

⁴ <https://www.epicov.fr/publications/>

scolaire, de coordination des actions associatives. Massivement durant le premier confinement, puis de façon moins marquée et plus variée ensuite, le lieu de résidence a été le lieu concret de la montée en généralité des changements sociaux induits par la crise.

Changements dans la situation professionnelle et les revenus

Le confinement du printemps 2020 a modifié les conditions de travail de très nombreuses personnes. Beaucoup ont dû suspendre ou réduire fortement leurs activités (chômage partiel ou technique, fermeture de commerces ou de services), d'autres ont dû travailler de façon différente, avec des horaires modifiés ou à distance. Dans l'enquête VICO, dans laquelle les cadres sont surreprésentés, 46,4% des personnes ayant un emploi ont été en télétravail total durant le confinement. D'autres études donnent aboutissent à des estimations plus faibles (21%) [11], d'autres encore aboutissent à une proportion de 30%, en tout cas des pourcentages nettement supérieurs à ce qu'était la proportion de personnes en télétravail avant la crise⁵. Evidemment, le télétravail n'est pas accessible de la même façon à toutes les catégories professionnelles et sa poursuite éventuelle également. Au moment où ces lignes sont écrites, on ne sait pas encore comment va évoluer cette proportion mais la plupart des experts s'accordent à penser qu'elle ne va pas revenir à l'étiage antérieur à la crise [12].

Télétravail ou travail sur site, si l'on résume, 45,3% des répondants de l'enquête VICO n'ont pas connu de changement dans leurs quantités de travail ou leurs horaires, 47,5% ont connu plutôt une réduction de leur volume de travail (chômage partiel ou total, arrêt de commerces ou services) et 7,2% des changements d'horaires sans réduction du volume (horaires accrus, dans le domaine de la santé notamment, passage en horaires décalés, etc.). Ceux qui ont réduit leur volume de travail ont été plus nombreux à voir leurs revenus baisser, ceux qui ont connu des modifications sans réduction ont plutôt été souvent concernés par une dégradation de leurs conditions de travail.

Des projets bousculés

L'installation de la crise dans la durée et ses répercussions sur les situations économiques, familiales et résidentielles des populations peuvent aussi affecter les projets et les horizons temporels des populations en matière de changement de logement.

Dans notre deuxième enquête, nous avons posé des questions sur les changements dans les projets relatifs au logement (entreprendre, accélérer, retarder ou renoncer à un projet d'achat ou de location), la famille (se mettre en couple, se séparer, avoir un enfant, etc.) et le travail (changer d'emploi ou de fonction). Parmi les personnes nous ayant répondu, 32,6% ont répondu positivement à au moins l'une de ces questions.

Les réajustements de projets de logement peuvent être directement liés à des changements de situation déjà survenus dans la vie personnelle et professionnelle ou à des changements futurs, plus ou moins anticipés. Ainsi par exemple, la proportion de personnes disant avoir repoussé ou renoncé à un projet de logement est de 12% des personnes parmi celles ayant vu leur revenu diminuer fortement alors qu'elle est de 6,9% pour l'ensemble des personnes ayant répondu à nos questions. Les petits indépendants sont particulièrement nombreux à se trouver dans ce cas.

La crise bouscule aussi les projets familiaux et, de façon liée, les projets de logement. Elle a pu donner l'occasion à des couples non cohabitants de s'essayer à la vie dans le même logement. L'installation chez l'autre, qui représente une étape de la conjugalité, a connu un coup d'accélération avec la mise en place du confinement. Mais la capacité des personnes à s'adapter aux nouvelles

⁵ L'institut National de la Statistique et des études Economiques (INSEE) estimait la proportion à 3% en 2019 (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4238573?sommaire=4238635>)

contraintes liées à la crise pour poursuivre leur chemin est inégale selon les situations familiales et les ressources dont elles disposent pour adapter le logement à leur nouvelle situation. Laura, 34 ans, et son mari, tous deux cadres supérieurs, ont vendu entre les deux confinements leur trois-pièces situé en proche banlieue parisienne pour acheter une maison. S'ils projetaient de déménager dans un avenir proche pour ajuster l'espace à l'agrandissement de la famille, l'expérience du premier confinement les a incités à passer le cap plus tôt que prévu : « *La vie en appartement avec un enfant en bas âge a été difficile à supporter pendant le 1er confinement. Besoin d'espace avec l'arrivée de notre second enfant.* »

Avec l'installation de la crise sanitaire dans le temps, des personnes connaissent des changements de situations dans les trois sphères du logement, de la famille et du travail. Elles voient leur vie chamboulée en profondeur, au cours d'une période relativement courte à l'échelle des parcours de vie, sans nécessairement que les changements vécus aient été anticipés, parfois même envisagés. Cette interpénétration des sphères d'activité, qui touche une minorité des enquêtés (1,6% des personnes ayant répondu aux trois questions), révèle des situations de vulnérabilité renforcées par la crise. Les ouvriers, employés et les « petits indépendants » (artisans, commerçants, agriculteurs) sont surreprésentés : la proportion de personnes signalant des changements de projets dans les trois domaines à la fois atteint 2,8% pour ces catégories. Plus exposés à la réversibilité des situations, leur stabilité repose sur un équilibre fragile, qui contraint à réajuster en profondeur les projets pour les adapter à leur nouvelle situation.

Les relations personnelles mises à l'épreuve

L'un des objectifs de l'enquête VICO était d'étudier les effets de la crise sur les relations interpersonnelles. La première vague de l'enquête (14 avril – 10 mai) comportait une série de questions sur les relations, ce qui nous a permis de faire une première analyse de l'épreuve que le confinement a constitué pour cet aspect de la vie sociale [9].

C'est du côté des plus jeunes, célibataires ou en couple récent, sans enfant, très investis dans la sociabilité amicale, que l'effet des contraintes sur les interactions et les rassemblements a été le plus marqué. Ils n'ont pas pu maintenir certains liens, en ont créé d'autres, notamment en ligne. Pour celles et ceux qui sont rentrés chez leurs parents pour le premier confinement, très nombreux parmi les étudiants, la cohabitation retrouvée avec la génération précédente a parfois renforcé les liens et parfois engendré des tensions. Le maintien des liens amicaux a été plus difficile dans cette situation.

Pour les personnes en emploi, les logiques relationnelles ont beaucoup varié selon la situation de travail d'une part, avec le cas particulier des personnes ayant dû travailler en horaires accrus ou décalés, et la configuration familiales et de confinement d'autre part, avec les difficultés particulières éprouvées par les personnes confinées seules.

Les plus âgés ont moins vu leurs relations bousculées par la situation qui est apparue pour eux comme une rupture moindre que pour leurs cadets, même si certaines personnes vivant seules ont fait l'expérience d'une solitude accrue, voire insupportable.

Dans cette situation particulière, les personnes se sont tournées prioritairement vers la famille ou les amis proches, se préoccupant de leur santé et de leur bien-être, les soutenant affectivement, parfois mettant en œuvre des aides matérielles et pratiques, et bénéficiant aussi en retour des mêmes soutiens. On retrouve là un résultat classique des études sur les relations personnelles [13], qui est que, dans les situations d'urgence ou de crise, les personnes s'appuient en priorité sur des liens « forts » des personnes de confiance, des proches. Cependant, des liens plus faibles (collègues, voisins, association) ont été aussi mis à l'épreuve, parfois renforcés, parfois dégradés. Un tri s'est effectué, peut-être durable. Des nouveaux liens ont été créés, souvent avec des voisins, le numérique ayant été une source moindre de nouvelles relations, y compris pour les jeunes, même si ceux-ci y ont eu nettement plus recours plus que les enquêtés des autres tranches d'âge.

Les différences liées au niveau d'études ou à la profession se retrouvent là où les attendent les sociologues, compte-tenu de ce que l'on sait sur les variations des réseaux personnels selon ces dimensions. Il est difficile de savoir à ce stade de l'analyse si le confinement a joué dans le sens d'un renforcement ou de la réduction des différences en matière de réseaux personnels. Si les moins diplômés ont été moins affectés dans leurs liens faibles, ils l'ont été autant que les plus diplômés pour les liens forts et les relations dégradées ou perdues de vue l'ont été de façon plus irréversible.

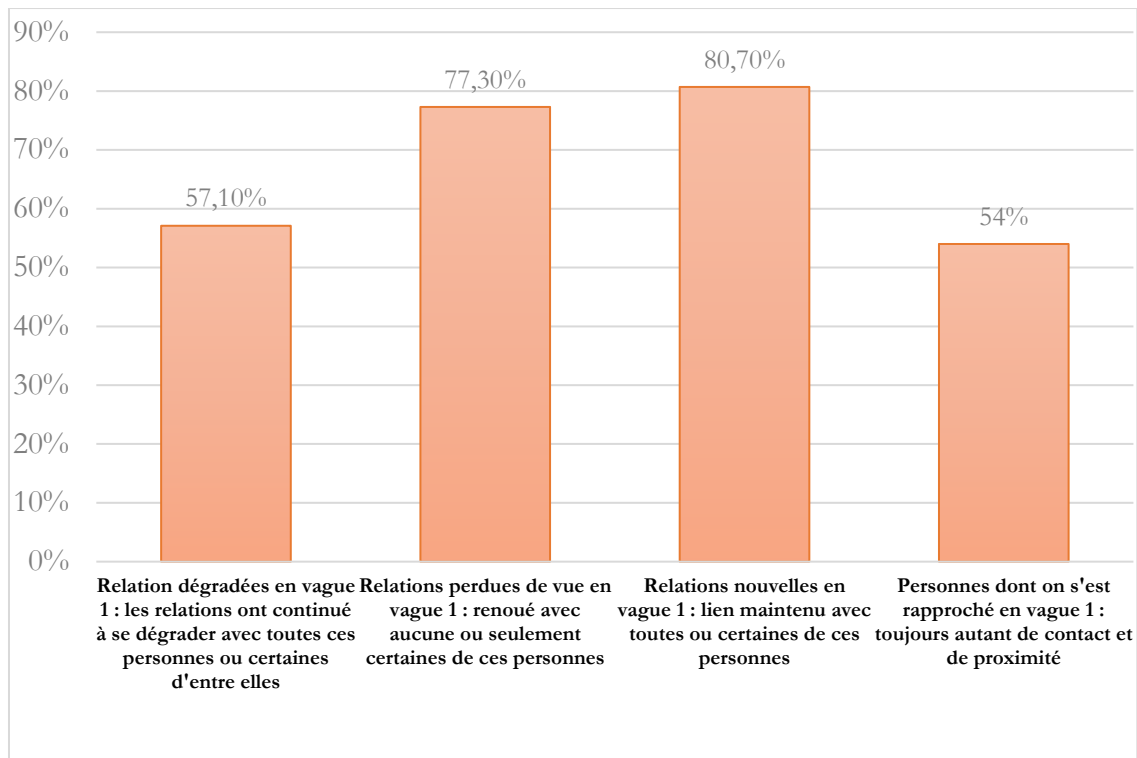
Durant le premier confinement, les femmes ont été plus investies dans le maintien des liens sociaux, qu'il s'agisse de la famille plus ou moins proche ou de liens plus faibles (voisins, connaissances). Dans un contexte où une partie des relations de travail a été mise en retrait, ce sont les femmes qui, comme c'est le cas en situation ordinaire, mais de façon encore plus intensive dans cette situation inédite, ont été les plus investies dans le maintien des autres types de liens, notamment sur le registre du soutien social. Elles ont contribué plus que les hommes à maintenir les relations interpersonnelles, dont nous savons qu'elles sont une trame fondamentale du lien social général, à savoir ce qui fait le liant d'une société, qui en relie les composantes.

Les personnes confinées seules ont plus souvent que les autres fait l'expérience d'une difficulté à maintenir une vie sociale, au point de ressentir l'isolement ou la solitude comme pesants et dans certains cas insupportables. Le confinement en solitaire a été dans toutes les catégories d'âge une expérience particulière mais elle ne s'est pas traduite de la même façon dans les relations interpersonnelles. Pour les jeunes, cette situation a été l'occasion d'un rebrassage des amitiés, parfois vécu positivement, alors que dans les autres tranches d'âge elle a plus souvent débouché sur des expériences de solitude qui sont évoquées dans les citations des sections consacrées aux personnes confinées seules.

La vague 2 de notre enquête montre que, dans l'ensemble, la période concernée (17 décembre – 26 janvier) apparaît par rapport au premier confinement comme une sorte d'installation dans un ordinaire de crise : beaucoup de personnes seules qui s'étaient confinées au printemps avec d'autres personnes sont revenues à la situation antérieure, les contacts avec la famille et les amis semblent être passés d'une logique de crise, avec une sollicitation accrue des proches, à une logique de retour à un ordinaire contraint, l'installation dans une situation de long terme. Cet ordinaire est en effet très particulier, les contraintes se faisant sentir fortement dans toutes les réponses.

En ce qui concerne les relations, huit ou neuf mois après les réponses de la vague 1, beaucoup de changements exprimés durant le confinement sont considérés comme toujours d'actualité : une bonne partie des relations dégradées, perdues de vue, nouvelles ou renforcées durant le premier confinement sont restées dans le même état ou ont poursuivi la même dynamique (Graphique 1). Autrement dit, après le choc du premier confinement, les relations sociales restent perturbées, voire abimées et continuent de se dégrader de façon plus continue et progressive.

Graphique 1. Effets durables des changements relationnels de la vague 1



Champ : personnes ayant répondu en vague 2 (3620) et ayant cité selon les cas des relations dégradées (488), perdues de vue (1352) ou nouvelles (753) pour les trois premières barres, 11243 relations citées en vague 1 par les personnes ayant répondu en vague 2 pour la dernière barre.

Lecture : 57,1% des personnes ayant mentionné des relations dégradées en vague 1 disent qu'une partie au moins de ces relations ont continué à se dégrader.

Le premier confinement a donc probablement amorcé une reconfiguration des réseaux personnels qui se poursuit avec l'allongement de la crise. Celle-ci finira un jour, les activités reprendront ou seront remplacées par d'autres et les contextes de création et de maintien des relations seront à nouveau reconfigurés. Mais il est probable que les réseaux personnels garderont des traces de cette période par le renouvellement des relations qui s'y est opéré.

Conclusion : accepter le désordre pour éviter les irréversibilités

La crise n'est pas encore terminée, les données collectées par les différentes enquêtes de sciences sociales sont loin d'être complètement analysées. Je me suis appuyé ici sur quelques résultats de l'enquête VICO et de quelques autres pour conduire une réflexion sur le lien entre prévisibilité, irréversibilités et désordre.

En submergeant le système de santé, la pandémie a fait apparaître la menace de très nombreux décès (potentiellement plusieurs dizaines de millions à l'échelle de la planète) et d'encore plus de cas de séquelles graves, qui apparaissaient comme des irréversibilités lourdes pour les populations concernées. Face à ce risque qui pouvait être formalisé et évalué (le deuxième type d'imprévisibilité évoqué plus haut) mais dont les conséquences étaient jugées inacceptables, les gouvernements ont décidé de prendre des mesures de limitation des déplacements et des activités collectives qui ont opéré de fait une montée en généralité du processus, le problème sanitaire devenant aussi un problème économique, éducatif, culturel, familial, social en un mot. Les mesures destinées à limiter les effets de la pandémie ont de fait introduit des perturbations, un désordre, dans de nombreuses sphères d'activité. Un peu comme un médicament destiné à lutter contre une

pathologie a des effets secondaires, la thérapie sociale mise place pour freiner la pandémie a des effets secondaires dans diverses sphères d'activité, des effets qu'il est nécessaire d'étudier. Les premiers résultats des enquêtes de sciences sociales conduites depuis le début de la crise indiquent un accroissement de certaines inégalités (notamment entre personnes de professions différentes et entre hommes et femmes pour les périodes de confinement en particulier). Elles montrent également que ce sont les jeunes adultes qui ont été les plus touchés par les mesures de limitation des déplacements et des activités collectives, tant dans leurs parcours d'études ou d'insertion professionnelle que dans leurs réseaux personnels. D'une façon générale, il semble que les réseaux garderont des traces de cette période.

Il est bien sûr encore trop tôt pour tirer les leçons de cette crise sanitaire, mais les enquêtes de sciences sociales montrent la nécessité de suivre sur le moyen terme les effets sociaux du désordre qu'elle a entraîné.

Références

1. M Gaille and Ph. Terral (dir.), *Pandémie. Un fait social total*, CNRS, coll. « Société », 2021.
2. Michel Grossetti, 2022, *Matière sociale. Esquisse d'une ontologie pour les sciences sociales*, Editions Hermann
3. M Grossetti, « L'imprévisibilité dans le monde social », in Jean-Claude S. Levy (dir.), *Complexité et désordre. Eléments de réflexion*, (Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2016), p. 97-112.
4. F Knight, *Risk, Uncertainty and Profit*, (Boston, Houton Misslin, 1921 ; rééd. New York, Harper Torchbooks, 1965).
5. H White, *Identity and Control. How Social Formations Emerge* (Princeton University Press, 2008).
6. W Sewell, *Logics of History* (Chicago, University of Chicago Press, 2005).
7. E C Hughes, *Sociological Eye* (New Brunswick, Transaction Books (1971).
8. A Abbott, « On the Concept of Turning Point » [1997], *Time Matters: On Theory and Method* (Chicago, The University of Chicago Press, 2001).
9. M-P Bès, C Bidart, A Defossez, G Favre, J Figeac, M Grossetti, L Launay, N Mariot, P Mercklé, B Milard, A Perdoncin, B Tudoux, "Living Conditions and Turn-Over in Personal Networks During the First COVID-19 Lockdown in France" (March 19, 2021). Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=3807975> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3807975>
10. N Mariot, P Mercklé et A Perdoncin, *Personne ne bouge. Une enquête sur le confinement du printemps 2020*, (Grenoble UGA Editions, 2021).
11. N Bajos, J Warszawski, A Pailhé, E Counil, F Jusot, A Spire, C Martin, L Meyer, A Sireyjol, J-E Franck, N Lydié, "Les inégalités sociales au temps du COVID-19", *Questions de santé publique*, n°40, 2020.
12. Institut National de la Statistique et des études Economiques (INSEE), "1.8. Pratique du télétravail régulier" in *L'économie et la société à l'ère du numérique*, (Insee Référence, 2019).
13. C Bidart, A Degenne, M Grossetti, *Living in the Networks. The Dynamics of Social Relations* (Cambridge University Press, 2020).